

<https://pierre-alainmillet.fr/Une-opposition-constructive-pour>



Conseil de métropole du 10 Juillet 2017

# Une opposition constructive pour faire entendre les mobilisations sociales

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : mardi 11 juillet 2017

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

L'élection du président puis des vice-présidents et de la commission permanente a confirmé notre analyse prévoyant un nouvel élargissement à droite de la métropole. David Kimelfeld a été élu avec 92 voix, soit autant que Gerard Colomb en 2014, alors qu'il y avait un candidat socialiste, Richard Llung qui a fait 6 voix. Il faut noter qu'il y a au total 94 élus dans les groupes ayant au moins un représentant à l'exécutif, autant dire le lien étroit entre le soutien au président et les places avec indemnités de la commission permanente, et le refus de toute ouverture de la commission permanente à la diversité politique du conseil.

En face, la candidate LR ne faisait que 40 voix, celles de son groupe, alors que François-Noël Buffet avait obtenu 58 voix en 2014. En prenant en compte les 10 voix du candidat UDI, la droite a perdu 8 voix, sans qu'aucun élu ne change, voix qui se sont donc retrouvées sur le candidat en marche. C'est ce que certains appellent le « renouveau » de la recomposition politique, et que Dutronc chantait il y a déjà longtemps dans l'opportuniste

Moi je ne fais qu'un seul geste  
Je retourne ma veste  
Toujours du bon côté

Le plus incroyable était le discours d'hommage après l'élection de David Kimelfeld par Anne Brugnerat, encore présidente du groupe qui s'appelle encore « socialistes », mais qui était candidate en marche aux législatives, devenue députée « LREM » contre ce qui reste du parti socialiste ! On imagine la colère des militants socialistes trahis deux fois par celle qui persiste à faire croire qu'elle parle en leur nom !

Le résultat est sans équivoque et éclaire un phénomène déjà ancien mais que la plupart des forces politiques faisaient semblant de ne pas voir, l'exécutif métropolitain est désormais majoritairement de droite et du centre, avec l'arrivée de plus de la moitié du groupe Synergie à l'exécutif. La course aux strapontins chez quelques promoteurs d'une « autre gauche » et chez les écologistes confirme qu'ils sont une impasse pour ceux qui veulent changer la société.

Le résultat est clair. Dans le nouvel exécutif métropolitain, 3 gauche [1], 4 verts, 17 « en marche » [2], 25 centre-droits divers dont 17 Synergie, et 3 droites « constructifs ».

Le régime politique métropolitain mis en place par Gérard Collomb est une impasse pour la gauche sociale, pour le mouvement populaire, pour l'espoir d'une autre société, d'une métropole solidaire !

## **Intervention au nom du groupe communiste, parti de gauche et républicains**

Monsieur le président, notre président de groupe, Bernard Genin, ayant dû s'absenter pour une urgence comme inspecteur du travail [3], c'est moi qui interviendrais au nom du groupe communiste.

Vote élection, monsieur le président, se fait dans le contexte d'une recomposition politique accélérée autour d'une majorité qui généralise l'expérience Lyonnaise. Il est donc essentiel que s'affirme ici, la volonté de défense des services publics, de nos Communes, des droits des salariés, des principes de solidarité.

L'ancien président, fondateur de la Métropole, est désormais au cœur de l'État et prépare des réformes institutionnelles dont nous connaissons bien l'orientation. En 2013, les présidents Mercier et Collomb n'ont pas eu besoin d'ordonnances, mais d'une simple conférence de presse pour mettre au pas la grande majorité des maires et des élus, et imposer une réforme dont nous mesurons à quel point elle a affaibli nos Communes, la démocratie locale, et l'idée même d'égalité et de solidarité. La Gauche en a payé le prix fort. Et nous sommes bien placés pour comprendre ce qui s'est mis en marche : un pouvoir, qui n'a de nouveau que les noms et les sigles, entièrement au service de l'attractivité et de la performance financière pour les oligarchies mondialisées, contre la République et l'équilibre des territoires.

Ce vaste bouleversement institutionnel, économique et politique ne sera pas un long fleuve tranquille. Notre peuple a maintes fois montré dans l'histoire sa capacité à secouer les puissants. Et je vous donne rendez vous le 12 septembre prochain pour la première grande journée de résistance sociale. Les promesses et les habits neufs du président Macron se salissent déjà des renoncements et des affaires ! Nous serons avec tous ceux qui, demain, défendront les services publics, les Communes et les Départements, les droits du travail, l'industrie et l'emploi, l'environnement et l'écologie, la solidarité et les droits sociaux.

Certains voudraient nous faire croire que rien n'a changé ici puisque, à Lyon, la marche était déjà engagée. La logique de la majorité présidentielle va pourtant s'imposer ici comme ailleurs et la majorité métropolitaine sera, demain, la majorité présidentielle au service d'une politique de droite que notre groupe Communiste, Parti de gauche et républicain, avec ses représentants à l'Assemblée nationale, combattra avec détermination.

La Métropole a rompu le pacte existant entre la Communauté urbaine et ses Communes, pacte qui faisait qu'aucune délibération concernant une Commune ne pouvait être prise sans l'accord du maire. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et, en 2020, des Communes ne seront plus représentées au Conseil de Métropole. Des maires pourraient être éliminés dans la logique majoritaire de leur territoire. S'il reste dans les pratiques héritées de la Communauté urbaine des éléments de co-construction de politique publique avec les Communes, comme pour le PLU-H, l'exécutif métropolitain a refusé de faire du Pacte de cohérence l'outil de la garantie de la place des Communes dans la Métropole. La Métropole refuse de reconnaître les Conseils municipaux et privilégie une relation qui court-circuite les assemblées communales (les Conseils municipaux) et qui ne peut être que technocratique. Et la nouvelle réduction de la DGF, portée à - 10 milliards d'euros en 5 ans pour les Collectivités locales entraîne une réduction des effectifs, une baisse des investissements et des répercussions sur les services à la population : c'est l'austérité pour les Communes, c'est le quotidien des Français que l'on dégrade.

Dans ce contexte, nous serons une opposition constructive à la majorité « En Marche » de la Métropole, ouverte à tous ceux qui veulent défendre la place des Communes au plus près des citoyens. Et monsieur le président, les communes ne sont pas pour nous le lieu du déploiement des politiques publiques, mais d'abord le premier lieu de construction du lien politique, citoyen, qui est au cœur de la démocratie. Nous affirmons que la Gauche de progrès social n'a pas disparu de cette assemblée ; qu'elle peut, dans sa diversité, tirer les leçons de son échec sous les politiques dont Gérard Collomb était un des inspirateurs : élu à Gauche et gouvernant à Droite.

Avec les habitants de toutes nos Communes, nous ferons vivre le projet d'une autre agglomération Lyonnaise, libérée des trafics de transit routier et marchandises, réconciliée entre Est et Ouest, trouvant le chemin de sa réindustrialisation dans un nouveau modèle économique coopératif faisant pièce aux experts de la concurrence « libre et non faussée »... une agglomération fière de ses Communes, de leur diversité et de leur vie démocratique et culturelle... une agglomération qui organise les solidarités intercommunales et qui construit les villes durables,

## Une opposition constructive pour faire entendre les mobilisations sociales

---

humaines, respectueuses de l'environnement et des enjeux climatiques... une agglomération au cœur de sa région, dans l'équilibre et la coopération avec ses grandes voisines régionales... une agglomération qui se projette dans l'avenir et qui rompt avec les visions à courte vue... une agglomération qui mette un frein au creusement des inégalités, et monsieur le président, si ce n'est pas en ajoutant de la misère à la misère qu'on construit l'égalité sociale, ce n'est certainement pas en ajoutant de la richesse à la richesse, ce que font les politiques économiques et sociales que vous défendez. Nous voulons une agglomération qui combatte l'arrogance de la richesse et organise les droits de tous pour faire reculer pauvreté et exclusions, dans le logement, la mobilité, l'énergie, la culture, l'emploi, l'insertion, la formation...

Vous pouvez compter sur l'engagement des élus communistes, parti de gauche et républicains.

---

[1] à noter l'entrée remarquée de Roland Jacquet à l'exécutif, l'ancien élu communiste et ancien dirigeant national du PCF suit la même pente à droite que Robert Hue, ancien secrétaire national du PCF devenu soutien de Emmanuel Macron. C'est désolant pour ceux qui le connaissent, et cela confirme que sa décision d'aller contre le vote des communistes de Lyon en 2014 et d'être candidat sur la liste de Gérard Collomb était bien un choix fondamental, celui de rompre avec les communistes pour se mettre au service des institutions. Les communistes de Lyon savent désormais à quoi s'en tenir.

[2] à vrai dire, certains élus socialistes pourront encore se rattraper et refuser de boire le calice jusqu'à la lie quand il leur faudra accepter le changement de nom de leur groupe et aussi changer de partiâ€!

[3] j'aurai voulu faire référence à la remise en cause par le gouvernement du droit du travail, mais je n'ai pas trouvé de formule courte à l'oralâ€!